

# Du destin chypriote

jeudi 1er septembre 2005, par [Gündüz Aktan](#), [Marillac](#)

**Marillac - Avrazya pour la traduction**

\_ © Radikal - 31 août 2005

[L'article sur Avrazya](#)

*Diplomate de carrière et conservateur kémaliste dans l'âme, opposé au plan Annan de réunification chypriote, Gündüz Aktan est un excellent connaisseur de la question. Petite et éclairante remise en perspective.*

Notre politique concernant Chypre et l'UE comme celle relative à la reprise du terrorisme du PKK( Parti des Travailleurs du Kurdistan) donnent l'impression d'une politique de faiblesse. Tenir le gouvernement AKP (Parti de la Justice et du Développement au pouvoir aujourd'hui en Turquie, ndt) pour responsable de cette situation ne serait pas juste. Cette politique étrangère de faiblesse poursuit, à de rares exceptions près, un destin placé sous le signe du démembrement de l'Empire ottoman.

Papadopoulos (Président de la République chypriote, ndt) et Karamanlis (chef du gouvernement grec, ndt) viennent de se rencontrer afin de définir une tactique. Ils ne se réuniraient d'ailleurs pas pour définir une quelconque politique. Leur inaltérable politique est bien connue : l'Enosis (réunification de tous les peuples hellènes ; et donc l'unification de Chypre, ndt) à tout prix. Papadopoulos en explique la logique : la Turquie doit être maintenue dans l'orbite européenne.

C'est-à-dire qu'en réaction à la déclaration politique attachée au protocole additionnel (au Traité d'Union Douanière entre la Turquie et l'UE signé en 1995 et étendu en juillet dernier aux dix nouveaux membres de l'UE dont Chypre : par une déclaration annexe, Ankara précisait que ce protocole ne valait pas reconnaissance de la République de Chypre, ndt), ils n'utiliseront pas le veto.

Et comme tout satellite placé en orbite, il lui est impossible de s'unir à la masse autour de laquelle il gravite comme à jamais impossible de s'en séparer. Et alors que nous tournons en orbite, ils ramassent tout ce qu'ils veulent, d'abord Chypre puis la mer Egée. Vous me direz : est-il possible d'ainsi mépriser l'intelligence d'un peuple ? Et pourquoi pas ?

Cela doit être lié à l'impression que nous sommes capables de donner de nous-mêmes. La même que nous avons réussi à donner par le passé.

En 1995 alors qu'ils décidaient de nous lier à eux par un accord d'Union Douanière, ils décidaient, pour satisfaire la Grèce, de lancer des négociations d'adhésion avec les Chypriotes-grecs dès 1998. Autrement la Grèce n'aurait jamais donné son accord ni à l'Union Douanière avec la Turquie ni à l'élargissement de l'UE aux pays de l'Est.

Ne saisissez-vous pas dès lors la puissance de la Grèce ? Nous avons une super puissance à notre chevet et nous n'en savions rien.

Pour l'Union Douanière, ce n'est pas l'UE mais la Turquie qui a dû souffrir des concessions. Par un Protocole additionnel signé en 1972 (au Traité d'association dit traité d'Ankara signé en 1963 entre la CEE et la Turquie, ndt), l'UE prévoyait une suppression des tarifs appliqués à l'encontre des produits turcs à l'exception de ceux concernant le secteur textile. Pour ce qui est de la Turquie, elle était tenue de lever ses droits de douane au terme d'une période de 22 ans. Notre diminution des tarifs allait d'ailleurs dans le sens des intérêts européens. Les déficits commerciaux enregistrés au profit de l'Europe dans le cadre de l'Union Douanière n'en sont-ils d'ailleurs pas le signe le plus probant ?

Pourquoi aurions-nous donc fait d'autres concessions notamment sur la question chypriote ?

Un veto grec à l'élargissement de l'UE à l'Europe de l'Est était d'ailleurs impossible. Car dans ce cas, ces pays se seraient empressés de reconnaître la République Turque de Chypre du Nord (RTCN) et la politique chypriote d'Athènes se serait écroulée en un instant. Par conséquent, faire des Chypriotes grecs des membres de l'UE sous l'appellation de République de Chypre et ce, sans solution globale sur l'île était une erreur inutile.

Des archives occidentales, on comprend comment les Chypriotes-grecs ont poursuivi leur politique d'oppression sur les Chypriotes-turcs au-delà de 1963. Malgré cela, l'Europe chrétienne a soutenu les Grecs chrétiens et, au mépris de ses propres principes, elle a importé en son sein le problème chypriote.

Mais le fait que ce gouvernement nous tienne pour responsables du blocage sur l'île devait, dès le début, condamner sa politique chypriote à l'échec. Papadopoulos s'est mis à penser qu'il n'y avait aucun prix que nous ne serions disposés à payer pour racheter nos « fautes passées » et devenir membre de l'UE. Cela lui a permis de refuser le plan Annan. Et il envisage de parvenir à ses fins en jouant de la menace du veto tout au long de notre processus de négociations d'adhésion (et c'est la situation que la France cherche à exploiter aujourd'hui).

La déclaration jointe au protocole additionnel ainsi que sa formulation représentent, quoi qu'il en soit, un chef d'œuvre de droit. Peut-être que de nouveaux problèmes peuvent se poser dans ce contexte, mais il est bien clair qu'il ne peut être question de reconnaître les autorités chypriotes-grecques. Il demeure que la Turquie a affirmé dans cette déclaration qu'elle ne les reconnaîtrait pas avant que le problème sur l'île ne soit réglé. Le fait que malgré cela les Chypriotes grecs hésitent à recourir au veto montre que tout membre de l'UE qu'ils sont, leur pouvoir reste limité.

Il est vrai que l'acceptation, sous l'aiguillon d'Ankara, du plan Annan par la RTCN nous a préservé de certaines pressions. Mais ce n'est pas si important que cela. L'important reste que, malgré le oui sorti des urnes référendaires, la RTCN n'ait pas encore échappé au blocus et qu'on ait pas pu éviter de retrouver sur la route de notre adhésion à l'UE la question chypriote comme un obstacle encore grossi. Il a été vain d'entendre, au lendemain du référendum, déclarer : « les Grecs ont voulu préserver leur Etat ; les Turcs étaient prêts à y renoncer. »

Et pire encore, cette situation a créé parmi une part non négligeable des chypriotes turcs l'impression selon laquelle il fallait à tout prix une solution et une adhésion à l'UE ; ce qui a considérablement compliqué la défense de nos intérêts.

Pour que notre politique chypriote retrouve sa force passée, il nous faut déclarer de manière claire dans cette déclaration jointe au protocole additionnel que tant que la Turquie ne sera pas membre de l'UE il n'y aura pas de solution sur l'île. Et ne vous faites pas de soucis, ils n'utiliseront pas de veto !